



**CROUS DE L'ACADEMIE DE CRETEIL**

**TRAVAUX DE RENOVATION TOUS CORPS D'ETAT (TCE)**

**Accord-cadre n°25-4500-100**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

## Table des matières

<b>PARTIE I : DISPOSITIONS PROPRES A L'ACCORD-CADRE</b>	<b>3</b>
1 CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE	3
1.1 Objet de l'accord-cadre et allotissement	3
1.2 Forme juridique du marché	3
1.3 Tranches	4
1.4 Lieu d'exécution	4
1.5 Durée du marché	4
1.5.1 Durée de l'accord-cadre	4
1.5.2 Durée des marchés subséquents et des bons de commande	4
2 INTERVENANTS	5
2.1 Acheteur, Maître d'ouvrage	5
2.2 Le Titulaire	6
2.3 Forme juridique du groupement	6
2.4 Sous-traitance	6
3 CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE	6
4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
5 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
6 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	8
7 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	8
7.1 Généralités	8
7.2 Assurances	9
8 REUNIONS	9
9 PRIX DU MARCHE	9
9.1 Prix plafonds de l'accord-cadre	9
9.2 Prix des marchés subséquents	9
9.3 Contenu des prix	10
10 ACOMPTES	10
11 MODALITES DE PAIEMENT	10
12 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT	11
13 VARIATION DES PRIX	11
14 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
14.1 Avance	12
14.2 Nantissement – Cession de créance	12

15	PENALITES.....	12
15.1	Pénalité de retard.....	13
15.2	Pénalité de retard dans la remise des documents conformes (livrables).....	13
15.3	Pénalité pour absence à une réunion .....	13
15.4	Pénalité pour défaut de qualification des intervenants dédiés .....	13
15.5	Pénalité en cas de travail dissimulé .....	13
16	REFACTION.....	14
17	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION .....	14
18	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	14
18.1	Traitement des données personnelles .....	14
18.2	Confidentialité et protection des données personnelles .....	15
19	MODIFICATION DU MARCHE.....	16
20	RESILIATION DU MARCHE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	16
21	RESILIATION DU MARCHE POUR FAUTE DU TITULAIRE .....	16
22	DIFFEREND .....	16
23	LITIGE .....	17
24	DEROGATIONS AU CCAG.....	17
	<b>PARTIE II : PASSATION DES BONS DE COMMANDES .....</b>	<b>18</b>
25	MODALITE D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE « EN CASCADE » .....	18
26	DUREE DE VALIDITE DES DEVIS .....	18
27	MODIFICATION DE LA COMMANDE.....	18
	<b>PARTIE III : PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....</b>	<b>20</b>
28	MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	20
29	ANALYSE DES OFFRES AU MARCHE SUBSEQUENT .....	21

# PARTIE I : DISPOSITIONS PROPRES A L'ACCORD-CADRE

## 1 CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1 Objet de l'accord-cadre et allotissement

L'accord-cadre a pour objet de confier à ses Titulaires des travaux de rénovation et d'entretien « tous corps d'état » sur l'ensemble de ses sites. L'accord-cadre est alloti de la manière suivante :

Lot 1	Travaux d'entretien < 25 000 € HT
Lot 2	Travaux de rénovation de 25 000 € HT à 200 000 € HT

Ce marché a pour objet la réalisation des petits travaux et de rénovation pour le Crous, couvrant l'ensemble des corps de métiers nécessaires pour la bonne gestion de notre patrimoine immobilier. Les prestations s'étendent aux interventions correctives, et curatives pour des infrastructures variées.

Les caractéristiques administratives et techniques des prestations attendues sont définies dans les cahiers des clauses particulières du marché (CCAP et CCTP).

**Par ses missions, le Crous gère un parc immobilier d'envergure. Le présent accord-cadre est un outil pour commander notamment les petits travaux et les campagnes de rénovations de ses structures de logements, de restaurations universitaires et des services centraux.**

**Des campagnes de rénovation de logements sont généralement planifiées pendant la période estivale.**

### 1.2 Forme juridique du marché

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaires :

- à bons de commande en cascade pour le lot 1 ;
- à marchés subséquents pour le lot 2.

Lot 1	3 soumissionnaires retenus max. dans l'accord-cadre	Attribution du bon de commande en « cascade »
Lot 2	3 soumissionnaires retenus max. dans l'accord-cadre	Remise en concurrence des soumissionnaires retenus par marchés subséquents

La notification des bons de commande et la passation des marchés subséquents se font au fil de l'eau à la survenance d'un besoin de l'Acheteur.

Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique l'accord-cadre est passé sans valeurs minimums de missions commandées et avec les valeurs maximums de missions commandés comme suit, sur la durée de l'accord-cadre :

		Montant max. commandé / lot
Lot 1	Travaux d'entretien < 25 000 € HT	1 500 000 € HT
Lot 2	Travaux de rénovation de 25 000 € HT à 200 000 € HT	1 000 000 € HT

### 1.3 Tranches

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de mécanismes à tranches.

Le marché subséquent indiquera si les éléments de mission (ou « phases » telles qu'indiquées dans le CCTP) donneront lieu à la constitution de tranche(s) optionnelle(s).

### 1.4 Lieu d'exécution

Les opérations immobilières concernées par les prestations intellectuelles précitées se situeront en région Ile-de-France et plus précisément dans les départements suivants :

- Seine-et-Marne (77) ;
- Seine-Saint-Denis (93) ;
- Val-de-Marne (94).

### 1.5 Durée du marché

#### 1.5.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de la date de sa notification et est reconductible tacitement 2 fois par période de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre est de 3 ans.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite.

La date anniversaire de l'accord-cadre est sa date de notification.

La décision de non-reconduction de l'Acheteur est adressée au Titulaire de l'accord-cadre par lettre ou courrier électronique recommandé avec avis de réception au moins deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

Les notifications de marchés subséquents et de bons de commande ne peuvent intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

#### 1.5.2 Durée des marchés subséquents et des bons de commande

Les cahiers des charges des marchés subséquents et les bons de commandes fixent la durée d'exécution et le planning prévisionnel des missions attendues.

## 2 INTERVENANTS

### 2.1 Acheteur, Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de l'académies de Créteil.

Les bons de commandes (lot 1) seront notifiés aux Titulaires par le service patrimoine du Crous ou bien directement par les Directeurs de résidences ou de restaurants.

Les marchés subséquents (lot 2) seront notifiés aux Titulaires par le service patrimoine du Crous.

#### Adresses et Coordonnées :

Crous de l'académie de Créteil

70, avenue du Général de Gaulle

94010 Créteil Cedex

[patrimoine@crous-creteil.fr](mailto:patrimoine@crous-creteil.fr) / [achat@crous-creteil.fr](mailto:achat@crous-creteil.fr)

SIRET : 189 400 047 00016

Le Crous est un établissement public rattaché au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Il dispose d'une personnalité juridique distincte. Il a pour mission de gérer les services de proximité qui améliorent les conditions de vie des étudiants et de faciliter leur réussite universitaire.

Ses actions en direction des étudiants s'articulent autour des axes suivants :

- le logement étudiant ;
- la restauration universitaire des étudiants ;
- l'action sociale à travers les bourses et l'aide spécifique annuelle.

Autour des valeurs de solidarité, de qualité et d'innovation, le Crous s'engage à :

- offrir un service moderne et de qualité aux étudiants ;
- agir au quotidien pour mieux prévenir les situations de précarité ;
- reconnaître les talents et valoriser les compétences de ses équipes ;
- accompagner l'attractivité des établissements.

Ses activités ont notamment pour objectif de :

- favoriser leur réussite ;
- lutter contre la précarité étudiante ;
- concourir à l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur de l'académie ;
- faciliter l'accès des étudiants à l'autonomie.

Pour plus d'informations sur le Crous de Créteil et son parc immobilier :

## 2.2 Le Titulaire

Les Titulaires ou les groupements Titulaires de l'accord-cadre sont les Titulaires ou groupements qui ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution énumérés au sein du règlement de consultation de la procédure de mise en concurrence, sous-réserves de la production par ceux-ci de l'ensemble des justificatifs administratifs demandés par l'Acheteur.

L'ensemble des compétences présentées par le Titulaire dans son offre sera à maintenir lors de l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande.

## 2.3 Forme juridique du groupement

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

L'Acheteur souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

## 2.4 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

## 3 CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

La clause de non-exclusivité permet aux Acheteurs de ne pas recourir à l'accord-cadre, dans les cas suivants :

1. Si la ou les offre(s) reçue(s) ne respectent pas les engagements pris par le Titulaire lors de l'accord-cadre (ex : les prix proposés en réponse au marché subséquent/bon de commande dépassent ceux inscrits à la table des prix plafonds annexée à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, prévus pour la première année et les prix révisés pour les années suivantes...), et ce nonobstant les éventuelles sanctions pouvant lui être appliquées ;
2. Si à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un marché subséquent /bon de commande :
  - aucune offre n'a été reçue ;
  - aucune offre reçue n'est conforme (offres irrégulières, inacceptable ou inappropriées) ;

Pour les lots exécutés à bons de commande, la présente clause de non-exclusivité permet à l'Acheteur de ne pas recourir à l'accord-cadre, si aucun Titulaire, consulté conformément aux règles d'attribution prévues au présent CCAP, ne se déclare en mesure d'exécuter le bon de commande conformément aux exigences du maître d'ouvrage.

3. Si les besoins de l'Acheteur ne sont pas prévus ou partiellement prévus au cahier des charges.
4. Si l'enveloppe prévisionnel d'un projet de rénovation dépasse 200 000 € HT.

Conformément à l'article R. 2162-10 du Code de la commande publique, l'attribution d'un marché subséquent ne donnera pas lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, ce marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé. Tel est notamment le cas lorsqu'une prestation ne peut être substituée à une autre et qu'un seul des Titulaires est en mesure de la fournir.

## 4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En cas de litige, les exemplaires conservés par l'Acheteur font foi.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes (en cas de contradiction entre leurs stipulations elles prévalent dans cet ordre de priorité) :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au moment de la publication de l'appel d'offres <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310421/2025-04-28/> ;
- Les pièces financières de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent ou le bon de commande en fonction du lot concerné ;
- Le CCP du marché subséquent et ses annexes le cas échéant ;
- Les pièces financières du marché subséquent ou du devis communiqué le cas échéant ;
- L'offre technique du Titulaire dans ce qu'elle engage ce dernier dans les modalités d'exécution du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

**Nota :** les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Les dispositions législatives, réglementaires et les normes de l'Union européenne applicables aux prestations prévues par le marché doivent être scrupuleusement respectées par le Titulaire.

Dans le prolongement de son obligation de conseil, le Titulaire devra informer l'Acheteur de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le présent marché durant toute la durée de celui-ci.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.



## 5 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les missions prévues au marché subséquent / bon de commande débutent à compter de la notification du marché subséquent ou du bon de commande afférent et s'achèvent à la réception de l'entièreté des prestations par l'Acheteur. Le marché subséquent, le bon de commande ou le courrier de notification peuvent définir et détailler les délais d'exécution des missions qu'il confie au Titulaire.

## 6 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire est tenu de signaler sans délai à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le Titulaire doit également proposer à l'Acheteur tous moyens permettant de régler ces dysfonctionnements.

Le Titulaire se voit confier un rôle de conseil dans le cadre du marché. Celui-ci est force de proposition et est dans l'obligation de présenter à l'Acheteur tout procédé permettant de satisfaire de manière plus efficace ou plus économique ses besoins. Ce rôle de conseil a pour objectif de mettre en œuvre une logique d'amélioration continue des performances du marché.

## 7 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

### 7.1 Généralités

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- à la forme de l'entreprise ou de la société,
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- au capital social de l'entreprise ou de la société,
- à la fusion de l'entreprise avec un tiers,
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs,
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet, soit d'un certificat administratif émanant de l'Acheteur, soit d'un avenant signé par les deux parties. Si le Titulaire néglige de se conformer à cette obligation, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Acheteur n'aurait pas été informé.

Le Titulaire est tenu de transmettre à l'Acheteur, lors de la conclusion du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, et ce conformément à la réglementation fiscale et sociale en vigueur. A défaut, l'Acheteur pourra résilier le marché aux torts du Titulaire.

## 7.2 Assurances

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile et décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Le Titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le Titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le Titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord-cadre peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, sa résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent par le maître de l'ouvrage.

## 8 REUNIONS

L'Acheteur se réserve le droit d'organiser toute réunion concernant les prestations du présent marché.

Le Titulaire ou son représentant se rendent dans les bureaux du maître d'ouvrage ou sur les lieux d'exécution s'il est convoqué. Il est éventuellement accompagné, à la demande du maître d'ouvrage, de ses cotraitants ou sous-traitants.

## 9 PRIX DU MARCHE

### 9.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont les prix forfaitaires ou unitaires indiqués par le soumissionnaire dans son offre au sein des pièces financières. Les prix plafonds de l'accord-cadre engagent le Titulaire à ne pas proposer de prix supérieurs dans son offre de réponse à un marché subséquent ou à un bon de commande (hors éventuelle révision de prix prévue à l'article 13).

### 9.2 Prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont forfaitaires et sont fixés par le Titulaire dans l'offre de réponse au marché subséquent. Le Titulaire est libre de proposer des prix inférieurs aux prix plafonds de l'accord-cadre.

La lettre de consultation du marché subséquent et son cahier des charges détailleront les caractéristiques de l'opération concernée et la nature des prestations attendues ; permettant aux Titulaires de l'accord-cadre de proposer des prix en cohérence avec les missions confiées et la nature de l'opération.

Les prix des marchés subséquents font également l'objet du mécanisme de révision des prix.

### 9.3 Contenu des prix

Se référer au CCAG applicable au marché.

## 10 ACOMPTES

Les modalités de versement des acomptes sont définies à l'article R. 2191-20 du code de la commande publique.

Chaque marché subséquent détermine les modalités de paiement des acomptes des prestations, la modalité de paiement du solde ainsi que le rythme de la facturation.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois sous réserve que l'Acheteur atteste de la bonne exécution des prestations facturées.

## 11 MODALITES DE PAIEMENT

La facturation interviendra après service fait.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, à son décret d'application du 2 novembre 2016 et à l'art. 289 bis CGI, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'État, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les Titulaires ont le choix de saisir directement leurs factures sur le portail, ou de déposer leur facture en format .pdf. Pour l'émission de factures en nombre important, leur transmission peut se faire en échange de données informatisé (EDI).

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont donc **déposées sous format dématérialisé et gratuitement directement dans le logiciel Chorus** en utilisant le portail sécurisé Chorus factures. Vous trouverez toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce dispositif vous permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Pour le traitement de chaque facture, il est impératif d'y porter les mentions listées ci-dessous :

**Au titre du code général des impôts** (article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI) :

- ✓ Date de facture
- ✓ Numéro d'identifiant unique de la facture
- ✓ Raison sociale et adresse
- ✓ SIRET ou, à défaut, SIREN
- ✓ Montant TTC et HT
- ✓ Taux de TVA appliqué et montant
- ✓ Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

Et pour le traitement de votre facture :

- ✓ La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ) qui vous a été ou vous sera transmise lors de la notification du marché.
- ✓ Le code du service exécutant indiqué dans le corps de l'adresse,
- ✓ L'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité.

## 12 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

En application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, un service ordonnateur dispose d'un délai de paiement de trente jours (30j) à compter de la date à laquelle il réceptionne la demande de paiement du Titulaire ou d'un sous-traitant ou du service-fait si celui-ci est postérieur à la facture.

Le mode de règlement est le virement administratif.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile encore duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce délai peut être suspendu, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45j) suivant la mise en paiement du principal.

## 13 VARIATION DES PRIX

Les prix plafonds de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro noté M0 qui est défini comme le mois de notification de l'accord-cadre/marché subséquent considéré. Chaque marché subséquent est défini par un mois M0 qui lui est propre.

Les prix sont révisibles : ils sont revalorisés, tant à la hausse qu'à la baisse, par la formule suivante :

$$P = P0 * Cr$$

$$P = P0 * (0,125 + 0,875 * In / I0)$$

P est le prix révisé de l'accord/cadre ou du marché subséquent,

P0 est le prix du marché à valeur M0,

In est la valeur de l'indice Ingénierie (« BT01 » - id. 001710986) au mois n de réalisation de la prestation dès lors qu'elle est facturable (lorsqu'une acceptation de la prestation par l'acheteur est requise par exemple),

I0 est la valeur de l'indice Ingénierie (« BT01 » - id. 001710986) au mois M0.

Cr, le coefficient de révision, est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'indice antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

## 14 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 14.1 Avance

Le régime de l'avance est fixé aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur accorde une avance au Titulaire d'un marché subséquent ou bon de commande lorsque le montant initial du marché subséquent ou du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance sera versée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement du marché subséquent.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le Titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le Titulaire ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial des prestations de conception et de réalisation des Travaux. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial des prestations de conception et de réalisation des Travaux.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### 14.2 Nantissement – Cession de créance

Il est fait application des articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

## 15 PENALITES

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par un Titulaire à l'Acheteur lorsque le premier n'a pas respecté une obligation contractuelle envers ce dernier.

Elles sont retenues sur les sommes dues au Titulaire défaillant sur les factures correspondantes.

Quelles que soient les pénalités auxquelles un Titulaire est soumis, il met un terme à ses défaillances dans les meilleurs délais.

En raison de la nature d'une opération, le marché subséquent peut prévoir l'application de pénalités particulières le cas échéant.

### 15.1 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-TVX, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité forfaitaire journalière de 250 €.

### 15.2 Pénalité de retard dans la remise des documents conformes (livrables)

La livraison d'un document non conforme est considérée comme une absence de livraison.

En cas de retard dans la présentation des documents/livrables qui n'est pas justifié par une cause visée au CCAG, le Titulaire subit sur ses créances une pénalité par jour ouvré de retard calendaire fixée par rapport au montant du marché subséquent/bon de commande.

L'Acheteur se réserve le droit d'appliquer une pénalité d'un montant de 1/300 du montant total HT du marché subséquent/bon de commande avec un minimum de 150€ HT par jour et par livrable.

Les marchés subséquents/bons de commande définissent la liste des livrables attendus par prestation.

En cas d'ajournement ou de rejet, les pénalités débutent à compter de la notification de la décision correspondante au Titulaire, jusqu'à la réception d'un dossier corrigé et complet. Le point de départ des pénalités ne peut être antérieur à l'échéance fixée par le délai maximum de remise des documents.

### 15.3 Pénalité pour absence à une réunion

Dans l'accomplissement de ses missions, le représentant principal ou les suppléants désignés par le Titulaire à l'acte d'engagement et/ou marché subséquent doit participer à l'ensemble des réunions et visites organisées par l'Acheteur dès lors qu'il reçoit une convocation, et ce, quelle qu'en soit la périodicité. Le Titulaire ne saurait opposer un éloignement géographique pour justifier une absence à une réunion.

L'Acheteur doit formuler la demande de présence à une réunion ou à une visite dans un délai raisonnable avant la tenue de ladite réunion.

En cas d'absence à une réunion, le Titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros HT par absence constatée. En cas de retard de plus de 30 minutes, la pénalité est de 50 euros HT par demi-heure de retard pendant une heure. Au-delà, la pénalité forfaitaire de 100 euros HT est appliquée.

### 15.4 Pénalité pour défaut de qualification des intervenants dédiés

Le Titulaire s'engage à garantir un niveau de qualification de ses intervenants tout au long de l'exécution du marché subséquent ou du bon de commande tel qu'il a été exigé à la candidature de l'accord-cadre.

Tout changement de personnel administratif et technique sans communication au pouvoir adjudicateur entraîne une infraction de la part du Titulaire.

Dans le cas où un des intervenant(s) ne disposent pas des qualifications exigées initialement, le Titulaire du marché est tenu d'assurer le remplacement immédiat du ou des intervenant(s).

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours pour rétablir la situation à compter du fait générateur.

À défaut, le Titulaire encourt une pénalité de 300€ par jour calendaire jusqu'à mise en conformité de la situation.

### 15.5 Pénalité en cas de travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du Titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, l'Acheteur peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 10% du montant du marché subséquent et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

S'il n'applique pas les pénalités, l'Acheteur peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire du marché.

## **16 REFACTION**

Si après vérification ou contrôle, il apparaît que les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, l'Acheteur se réserve la possibilité de réceptionner ces prestations en appliquant une réfaction proportionnelle à la valeur des prestations non réalisées ou souffrant de malfaçons.

## **17 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION**

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, Titulaires, ou consultés, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché. Dans cette catégorie figure notamment et sans que le maître de l'ouvrage ait besoin de le signaler l'ensemble des pièces produites par le Titulaire. Le maître de l'ouvrage pourra signaler tout autre document qu'il juge entré dans cette catégorie.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et notamment sur son offre et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord du maître de l'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat.
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues aux CCAP, la responsabilité du Titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## **18 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

### **18.1 Traitement des données personnelles**

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein de la division des marchés publics et des conventions du Crous de Créteil.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le Titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

## **18.2 Confidentialité et protection des données personnelles**

Le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :



- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 19 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché public peut être modifié conformément aux articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

En cas de modifications du programme, de prestations modificatives ou supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage, d'aléas ou travaux imprévus, les conditions initiales du marché en termes de délais et de coût peuvent être modifiées. Elles peuvent donner lieu à un avenant au marché subséquent ou à la passation d'un nouveau bon de commande auprès du Titulaire.

Des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être conclus dans les conditions fixées à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## 20 RESILIATION DU MARCHÉ POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'Acheteur peut prononcer la résiliation du marché conformément aux dispositions prévues aux articles du CCAG de référence.

Si le représentant de l'Acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché subséquent, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 1 %.

## 21 RESILIATION DU MARCHÉ POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer, en cas de faute grave ou répétée, une résiliation aux frais et risques du Titulaire.

## 22 DIFFEREND

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Acheteur et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer ; le pouvoir adjudicateur assurant une mission de service public.

Le Titulaire et l'Acheteur s'engagent à essayer de trouver une solution amiable à leurs différends avant toute saisine de la juridiction administrative compétente.

## **23 LITIGE**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent est, en vertu de l'article R. 221-3 du code de justice administrative, celui de Melun situé à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Melun  
43, Avenue du Général De Gaulle  
77000 Melun

Pour toute information supplémentaire : greffe.ta-melun@juradm.fr ou Tél : 01.60.56.66.30

## **24 DEROGATIONS AU CCAG**

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG-TVX, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

## **PARTIE II : PASSATION DES BONS DE COMMANDES**

### **Modalités d'exécution de l'accord-cadre propres au lot 1.**

#### **25 MODALITE D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE « EN CASCADE »**

1. A la survenance d'un besoin l'Acheteur communique une demande de devis écrite au Titulaire du lot concerné arrivé en première position de l'accord-cadre. L'Acheteur veille à communiquer au Titulaire les caractéristiques (prestation commandées, quantités, spécificités de l'opération, calendrier prévisionnel d'exécution etc.) de la commande pour que ce dernier ait la capacité d'établir un devis en conformité avec les conditions de l'accord-cadre.
2. A réception de la demande écrite, le Titulaire dispose d'un délai de 72h pour notifier le devis à l'Acheteur. Si la demande de devis amène des remarques de la part du Titulaire, ce dernier devra les formuler dans ce laps de temps à l'Acheteur et le délai de production du devis sera alors prorogé. A la demande de l'Acheteur, le Titulaire doit avoir la capacité de produire un calendrier prévisionnel de réalisation en détaillant la durée par phase. Ces délais engageront le Titulaire dans les modalités d'exécution de ses prestations.
3. Si les termes du devis conviennent à l'Acheteur, ce dernier notifiera alors le bon de commande afférent au Titulaire.
4. Si le Titulaire du lot concerné arrivé en première position de l'accord-cadre ne répond pas dans les délais impartis ou refuse la commande pour des raisons liées à son plan de charge, l'Acheteur sollicitera le Titulaire classé en deuxième position. En cas de défaillance des deux premiers Titulaires, cette procédure est réitérée en faveur du troisième Titulaire.
5. Le Titulaire sollicité a l'obligation de répondre à chaque demande de devis. En cas d'absence répétée de réponses (dix absences minimums), l'opérateur s'expose à une résiliation pour faute à la discrétion de l'Acheteur. L'opérateur exclu ne peut prétendre à des droits d'indemnité du fait de cette exclusion.

#### **26 DUREE DE VALIDITE DES DEVIS**

La durée de validité des devis est de trois mois minimums.

#### **27 MODIFICATION DE LA COMMANDE**

L'Acheteur peut, en cas d'évolution de son besoin, confier au Titulaire du bon de commande initial :

- un bon de commande complémentaire ;
- un bon de commande modificatif.

Si des raisons techniques l'obligent, notamment au regard des principes énoncés à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique, l'Acheteur peut modifier un bon de commande de manière substantielle en accord avec le CCAP Accord-cadre Travaux de rénovation TCE

Titulaire.

A la discrétion de l'Acheteur, un seul Titulaire peut intervenir sur une opération de rénovation déterminée : il dispose d'une exclusivité après passation du premier bon de commande s'agissant de prestations complémentaires ultérieures (besoins additionnels) qui feront alors l'objet d'un nouveau bon de commande auprès du même Titulaire. Toutefois en cas de manquements répétés à ses obligations contractuelles, le Titulaire concerné perd tout droit à l'obtention de ce bon de commande supplémentaire. Ce dernier est alors attribué au Titulaire devant être sollicité en application des règles définies supra.

## PARTIE III : PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### Modalités d'exécution de l'accord-cadre propres au lot 2.

## 28 MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Pour attribuer un marché subséquent relevant du lot 2, l'Acheteur remet en concurrence les Titulaires.

Le dossier de consultation est envoyé à chaque Titulaire par tout moyen permettant d'établir une date certaine d'envoi.

Chaque dossier de consultation pour l'attribution du marché subséquent comporte à minima les documents suivants :

- la lettre de consultation définissant les modalités de remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre pour le marché subséquent en question ;
- le cahier des clauses particulières du marché subséquent (CCP MS) définissant notamment les missions attendues de la part du titulaire ;
- la fiche synthétique de l'opération correspondant à l'expression des besoins de la future opération et/ou autres annexes techniques permettant à l'opérateur d'appréhender la nature de l'opération et comprenant notamment :
  - a. Un calendrier prévisionnel
  - b. Les sujétions particulières de l'opération
  - c. Les éléments de complexité de l'opération (communication éventuelle du coefficient de complexité)
  - d. L'enveloppe prévisionnelle de l'opération (le cas échéant)
- l'acte d'engagement du marché subséquent à compléter ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent à compléter par le soumissionnaire.

Les pièces administratives et techniques du marché subséquent définissent les caractéristiques et détaillent les modalités d'exécution de la prestation. Les clauses du marché subséquent complètent celles fixées dans le présent CCAP et le CCTP de l'accord-cadre.

La date limite et modalités de réception des offres sont mentionnées sur la lettre de consultation. Le délai imparti aux titulaires de l'accord-cadre pour transmettre une offre à un marché subséquent ne peut être inférieur à 2 semaines à compter de date d'envoi du dossier de consultation de ce marché subséquent.

Chaque Titulaire de l'accord-cadre retourne son offre de manière dématérialisée à l'adresse définie dans la lettre de consultation.

La durée de validité des offres est définie dans chaque marché subséquent. Elle ne peut excéder 180 jours.

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les Titulaires doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Le délai de remise des offres peut être reporté le cas échéant.

Les Titulaires ont l'obligation de répondre, dans le cadre de chaque remise en concurrence préalable à l'attribution d'un marché subséquent. En cas d'absence répétée de réponse (cinq absences minimum) à une remise en concurrence, l'opérateur s'expose à une résiliation pour faute à la discrétion de l'Acheteur. L'opérateur exclu ne peut prétendre à des droits d'indemnité du fait de cette exclusion.

## 29 ANALYSE DES OFFRES AU MARCHÉ SUBSEQUENT

Les critères d'attribution et leurs pondérations sont définis dans la lettre de consultation du marché subséquent.

Suivant la nature de l'opération, chaque critère d'attribution sera pondéré selon l'appréciation et les besoins de l'Acheteur.

Le prix représente au minimum 30% de la note globale.

L'Acheteur peut choisir d'ajouter un ou plusieurs critères supplémentaires au critère prix, valeur technique et délai, en respectant les clauses suivantes :

- le ou les critères doivent être précisés et détaillés dans la lettre de consultation avant la remise en concurrence des Titulaires ;
- le ou les critères supplémentaires ne doivent pas porter atteinte à l'égalité de traitement des Titulaires ;
- l'Acheteur doit informer les Titulaires de la pondération des critères de jugement en tenant compte de la pondération minimum concernant le critère prix (30% de la note globale).

Afin de noter la valeur technique, il est demandé au Titulaire de fournir dans leur offre au marché subséquent un mémoire divisé en 3 parties :

### 1. Partie n°1

Reformulation de la commande de l'Acheteur.

(Nature de l'opération, objectifs, contenu de la mission, durée, déroulement des tâches, ...)

### 2. Partie n°2

Les interrogations qui en découlent et la démarché de travail qui en résulte. Toute alternative aux intentions du maître d'ouvrage doit être dûment motivée.

### 3. Partie n°3

Les conséquences au niveau du coût et de l'organisation du travail.

(Équipe proposée, répartition des tâches et du temps passé, démarche pour garantir la qualité de l'étude : coordination, relectures et vérifications...).

Il est demandé au soumissionnaire du marché subséquent de préciser dans son offre, un calendrier prévisionnel de réalisation en détaillant la durée par phase. Ces délais engageront le Titulaire dans les modalités d'exécution de ses prestations.

L'offre économiquement la plus avantageuse du marché subséquent est jugée en fonction des critères d'attribution. Chaque attributaire de l'accord-cadre reçoit une note globale qui sert pour la détermination du classement ainsi

que pour l'attribution du marché subséquent. L'Acheteur attribue le marché subséquent à l'offre économiquement la plus avantageuse ayant obtenu le plus de points.